

# Regards sur le Passé

## La résistance au C.H.R. de Nantes

### La brève et tragique histoire du réseau Alphonse BUCKMASTER

19 juin 1940 - Les nantais incrédules, après dix mois d'une «drôle de guerre» qui, dans l'ensemble, s'est déroulée pour eux sans trop de dommages, voient défiler l'impeccable parade des panzers hitlériennes.

L'annonce de l'armistice qui intervient presque aussitôt (le 22 juin) apparaît à beaucoup comme la conséquence inéluctable d'une bataille définitivement perdue. Un sentiment de soulagement s'insère dans les esprits.

De toute façon pourquoi continuer, «on a été trahis». Il faut dire que la manière dont nos alliés anglais ont évacué les plages de Dunkerque, et l'affaire de Mers el Kébir, le 3 juillet 1940 où 1300 marins français ont été tués par les canons de la Royal Navy, dans des conditions aujourd'hui encore difficilement admissibles, laissent peu de place au doute.

Et il faut un sacré courage en de telles circonstances pour oser de Londres, le 18 juin, proclamer «nous avons perdu une bataille, mais nous n'avons pas perdu la guerre». Cette voix, au reste, bien peu l'ont entendue et, pour la plupart des nantais, il s'agit de s'adapter à la nouvelle situation créée par l'occupation.

Au début, tout va bien ou presque. Ils sont «si corrects» ! Chaque français d'alors a en mémoire le souvenir des atrocités commises en août 1914 durant la traversée de la Belgique par l'armée du Kaiser (enfants aux mains coupées, pillages, incendies, viols, bourgmestres fusillés) et, en comparaison, tout paraît convenable. On s'installe tout doucement dans l'ordre nouveau.

Quelques uns, toutefois, ne peuvent se résigner et commencent par des actions très fragmentaires à manifester leur hostilité à l'occupant. Ils sont le plus souvent désavoués par la population : «pourquoi risquer des représailles en provoquant un occupant qui se conduit si correctement envers nous ?».

En fait, il faudra l'attaque par Hitler de la Russie, le 22 juin 1941, la fusillade des otages qui suivit en octobre 1941 l'assassinat du Lieutenant Colonel HOTZ Commandant de la Place de Nantes et, surtout, l'entrée dans la clandestinité, à partir de 1943, de tous les jeunes qui se refusaient à aller travailler en Allemagne pour que les signes d'une résistance réelle et efficace soient perceptibles dans notre région.

\* \*

Tout paraît calme, en ce début d'occupation, aux Hospices Civils de Nantes (ils ne changeront pratiquement leur appellation en celle de Centre Hospitalier Régional de Nantes qu'à la fin de la guerre).

Le personnel était en 1939 en grande majorité féminin et, parmi les hommes, beaucoup ont été faits prisonniers. Pourtant, il reste des noyaux masculins importants à l'Hôpital Saint Jacques du fait de la psychiatrie où la mixité n'est pas admise (il faudra attendre plus de trente ans...)

Dès l'armistice, Jean-Baptiste PENEAU, alors surveillant-adjoint en psychiatrie, cherche à aider les soldats évadés. En liaison avec l'avocat Alexandre FOURNY, (ex-membre du conseil municipal et administrateur des Hospices), qui l'a fait entrer aux

hospitaux en 1937, à l'âge de 33 ans, il chine l'argent et les vêtements civils pour permettre aux soldats isolés dans la nature d'échapper aux allemands. Cela durera jusqu'en septembre 1940.

Puis, Alexandre FOURNY ayant été arrêté par les allemands début 1941, pour «actes de nature à porter préjudice à l'armée d'occupation» (il sera fusillé parmi les 50 otages en octobre), J.B. PENEAU cesse toute activité.

C'est seulement au cours des premiers mois de 1943 qu'il prend contact avec un ami de son père, Marcel HATET. Celui-ci, qui sera arrêté en 1943 et mourra pendant un interrogatoire de la Gestapo, l'informe de l'existence d'un réseau de résistance : le réseau «Vengeance».

J.B. PENEAU cherche alors à recruter parmi ses collègues de Saint-Jacques, à partir de mai 1943, un certain nombre de volontaires pour constituer des corps francs.

Justement, depuis le début de la guerre, une bande d'amis dont il fait partie - la bande des quatorze - se rencontre de temps à autre pour faire un bon repas, défiant les restrictions alimentaires qui ne viendront que plus tard.

C'est ainsi que quelques fidèles de cette bande des quatorze, naturellement contactés par J.B. PENEAU, deviendront l'embryon de ce petit groupe de résistants qui prendra vite le nom de réseau «Alphonse Buckmaster» du nom d'un agent de liaison anglais.

Quelques uns, mis dans la confiance, n'ont pas accepté.

Par contre, Louis HERTMANN raconte : «en juin 1943, J.B. PENEAU dont j'étais l'ami, m'a dit : «tout ce que je vais te confier, tu n'en parleras à personne». Il m'a alors expliqué qu'il formait un groupe de résistance dans l'hôpital et m'a demandé si je voulais y adhérer. J'étais prisonnier évadé et j'avais pu reprendre mon travail à l'hôpital grâce à l'Économiste, M. GUENEL, qui connaissait ma situation. J'ai demandé à J.B. PENEAU une nuit pour réfléchir, mais le lendemain matin j'ai dit oui, car j'étais célibataire, cela me paraissait davantage mon rôle qu'à d'autres».

En poursuivant de manière identique, J.B. PENEAU a joint séparément - chacun ignorant qui faisait partie du groupe - plusieurs infirmiers psychiatriques Jean PROUTEAU, LOUIS Gaston, Jules SAUVION, PIERRE, Jean TARAUD, Pierre BILLET et Eugène FOY, Charles FOY, André HERCOUET, Mathurin LE PLUART des services de soins, Louis HERTMANN de la Chaufferie.

Pendant quatre ou cinq courtes semaines, ils vont participer à quelques actions individuelles, toujours en ignorant leur appartenance commune au réseau : coupure des fils électriques du dispositif d'allumage destiné à faire éventuellement sauter le pont de Pirmil, récupération d'armes à St Philbert de Grand Lieu et leur transport dans des conditions rocambolesques vers le centre ville (une grenade heureusement non dégoupillée, tombera place Royale d'une poche percée d'imperméable et sera ramassée aussitôt), repérage des abords des entrepôts de la Chambre de Commerce (Les Salorges). Ce fut là, semble-t-il, le seul grand projet du réseau.

Selon les instructions de Marcel HATET, auquel les informations recueillies devaient être transmises, il s'agissait de chercher à repérer les mouvements des bateaux allemands et surtout de préparer pour la fin de l'année 1943 l'attaque et l'incendie des entrepôts des Salorges où l'armée d'occupation stockait la majeure partie des denrées collectées sur place. J.B. PENEAU dont le père travaillait depuis longtemps aux Salorges connaissait le plan des bâtiments.

Las ! Un adjoint de HATET est arrêté par la Gestapo fin juillet 1943. A l'époque, aussi incroyable que cela puisse paraître aujourd'hui, les dénonciations anonymes pleuvent littéralement à la police secrète allemande. C'est ainsi qu'après son arrestation Gaston LOUIS apprendra qu'il aurait un jour descendu une caisse d'armes. Fouillant dans sa mémoire, il se souviendra que, quelques semaines plus tôt, on lui a rapporté un lit de fer qu'il avait prêté. Cela a fait du bruit dans l'escalier et on a raconté la chose... en bâtissant un roman.

Sous la torture, l'adjoint de HATET révèle que les initiales des noms des membres du réseau et leurs adresses sont cachées à son domicile dans des paquets de nouilles. C'est alors un jeu pour la Gestapo de remonter la filière.

J.B. PENEAU apprend cette arrestation et en avise immédiatement quelques uns de ses camarades du réseau. Mais tous ignorent que leurs adresses peuvent être connues et se croient à l'abri de toute surprise. Fuir serait avouer sa culpabilité et perdre irrévocablement son emploi. Il y a de quoi hésiter et personne ne bouge.

J. PROUTEAU est d'abord arrêté à son domicile dans la nuit du mardi 28 au mercredi 29 juillet.

P. BILLET est de repos le 30 juillet. La Gestapo -deux allemands et deux français, tous en civil - se présente à son domicile, rue Bonne Garde, à 5 h 30. Il est couché, ainsi que son épouse et ses deux jeunes enfants. Il est immédiatement conduit au siège de la Gestapo, place Louis XVI, où il est interrogé et battu pendant des heures. Il en sera de même de la plupart des autres.

J.B. PENEAU est lui aussi arrêté à son domicile, le 29 vers minuit. Dirigé place Louis XVI, il est à son tour roué de coups jusqu'à sept heures du matin, à genoux sur une règle d'écolier. Pendant des heures ses bourreaux le questionnent sur l'activité du réseau et sur les noms de ses membres qu'ils connaissent déjà parfaitement puisque, curieusement, ils les appellent même par leurs surnoms.

Vers 13 h., il est mis en présence d'un civil français décoré qui déclare à un gradé allemand : «c'est bien celui-là». Puis, il est transféré dans une cellule de la prison de la rue Lafayette où il retrouve J. PROUTEAU, arrêté la veille, méconnaissable. Roué de coups de la tête aux pieds, il ne peut plus ni s'asseoir, ni se coucher.

Le 30 juillet, à 5 h 30 du matin, la Gestapo se présente à Saint-Jacques. Elle n'est pas seule. Des gendarmes allemands, des «colliers de chien» comme on les appelait alors, par allusion à la large plaque de métal portant la mention «Feldgendarmérie» qui pendait à leur cou par une chaîne, bloquent à la fois l'entrée de la rue Saint-Jacques et celle de la Côte Saint-Sébastien.

PIERRE, veilleur de nuit, est arrêté à la sortie de son travail.

Les frères Ch. et E. FOY puis A. HERCOUET, employés internes logés en dortoir, près des baraquements, subissent le même sort.

Les autres membres du groupe seront eux aussi arrêtés à leur domicile.

G. LOUIS, revenu imprudemment chez lui, 11 rue Contrescarpe à Nantes, bien qu'il ait déclaré la veille à sa cousine : «le chef du réseau a été arrêté, mais on ne risque rien, ils n'ont ni noms, ni adresses». En réalité, il constatera à son tour le contraire. Mais, bien que questionné, il ne sera pas battu : la Gestapo possède maintenant tous les noms et n'a plus de temps à perdre.

A. HERCOUET, interrogé lui aussi, ne subira pas de violences. Mais, de tous, il est le plus inquiet -et pour cause - persuadé qu'il est, confiera-t-il à son retour, qu'il va être fusillé d'une heure à l'autre sans jugement. En effet, prisonnier de guerre, il a été libéré depuis quelques mois, sous l'engagement de ne plus jamais prendre les armes contre l'armée allemande : manifestement, ses geôliers l'ignorent.

L. HERTMANN, employé à la chaufferie, aura plus de chance car le 30, il est de repos. Son chef, Léon CHATELLIER, contremaître à la chaufferie, apprend en passant à la conciergerie, vers 7 h 30, que la Gestapo est à l'hôpital. Arrivant à la chaufferie, l'agent de nuit l'informe que, par deux fois, L. HERTMANN a été demandé.

L. CHATELLIER prend immédiatement son vélo et se rend au domicile de L. HERTMANN, chemin Mauvoisin, distant de 500 m. de l'hôpital, le sort du lit en lui disant : «je ne sais pas ce que tu as fait, mais la Gestapo te demande, à toi de savoir ce que tu dois faire».

Avec prudence, L. HARTMANN prend la direction de Saint-Jacques, tout paraît calme, la Gestapo est partie. Au café, en face (aujourd'hui l'Amphytrion), on le prévient que le contremaître maçon Victor LECLEVE, lui fait dire de ne plus se présenter au travail.

Il n'insiste pas, fait demi-tour. Devant le cimetière Saint-Jacques, un ami l'arrête, par hasard. Il voit aussitôt passer devant lui une traction avant noire, sa mère assise à l'arrière. Entre temps, la Gestapo s'est présentée à son domicile, a fouillé la maison et arrêté sa mère. Elle sera relâchée le soir même car, visiblement, elle n'était au courant de rien.

L. HARTMANN part sur-le-champ se réfugier chez un ami, près de Segré, où il restera jusqu'à la fin de la guerre.

En moins de quarante-huit heures, tout le réseau de Saint-Jacques a été démantelé, seul L. HERTMANN en réchappe.

Pendant six semaines, les résistants séjournent à la prison de Nantes où ils subissent de temps à autre des interrogatoires, sans brutalités excessives. Chaque mercredi, leurs familles se présentent à l'entrée, pour faire remettre aux prisonniers du linge et des colis ; de ces derniers, les destinataires ne verront pratiquement rien.

Début septembre, les gardiens allemands informent les familles que les résistants quitteront bientôt Nantes pour une destination inconnue et les invitent à préparer un colis de 5 kgs au maximum.

Mme LE PLUART s'empresse de partir en Ven-

dée dans sa famille pour «tuer le cochon». Malheureusement, quand elle reviendra, il sera trop tard, les prisonniers ont été transférés tous ensemble, le 14 septembre, au camp de transit de Compiègne. Les parents proches ont pu les entrevoir, en passant par le buffet de la gare, au moment où ils montaient dans le train et leur remettre les colis autorisés. Une voisine de Mme LE PLUART a confectionné à la hâte un petit colis qu'elle est venue elle-même apporter au mari de celle-ci.

Accompagnés par des gendarmes français encadrés par des allemands, les prisonniers voyagent en wagons à voyageurs, dans des conditions normales. Ils ignorent leur destination. Les gendarmes acceptent de faire parvenir quelques lettres à leurs proches.

A Compiègne, ils restent à nouveau six semaines : poux et puces sont leurs compagnons, mais la nourriture est acceptable et ils peuvent recevoir des colis. Beaucoup mieux qu'à la prison de Nantes.

Le 7 octobre, G. LOUIS écrit à sa mère (correspondance par voies normales «Kriegsgefangenenpost»). Il est en camp de transit, antichambre de la mort lente, mais il ne le sait pas. «Que devenez-vous ? Depuis que je suis arrêté, aucune nouvelle, ni lettre, ni colis, Je suis terriblement inquiet, surtout depuis les terribles bombardements. J'ose espérer que ceux-ci vous ont épargnés. Écrivez-moi bien vite pour me donner de vos nouvelles, ainsi que de ma maison, si elle est toujours debout... Envoyez-moi surtout, si vous le pouvez, des colis de vivres : pain recuit, conserves, farine, légumes secs, sucre, pâtes, enfin ce que vous pourrez mais **surtout du tabac**». La lettre parviendra à sa destinataire dans un délai normal.

26 octobre : départ pour une destination inconnue. Les allemands qui gardent le camp de Compiègne, des réservistes, disent aux prisonniers : «on vous envoie travailler en Allemagne». Trois journées atroces : wagons plombés, très peu de nourriture, pas d'eau. Arrivés le 29 à Buchenwald, ils sont accueillis à coups de crosse par les S.S. aidés de leurs chiens.

Pendant les six premiers mois, J.B. PENEAU fait du terrassement. Pour survivre sous les coups et avec une nourriture quasiment nulle, il faut faire semblant de travailler sans arrêt, en ménageant ses forces le plus possible. Il sera affecté, par la suite, au «revier» (infirmerie des détenus) où lui sera confié le poste de «stubiendiens» et chargé, à ce titre, du nettoyage et des soins (?) aux détenus atteints du typhus. G. LOUIS, le rejoindra bientôt au revier.

Pour survivre avec leur nourriture misérable, ils n'ont d'autre solution que de différer de 24 heures l'annonce à leurs gardiens de la mort de leurs «malades». Ils peuvent ainsi disposer de leurs rations, avec tous les risques que cela comporte pour eux de condamnation immédiate à mort.

Les prisonniers peuvent écrire à leur famille. Bien sûr, ces lettres à l'entête des camps, sont sévèrement censurées par les gardiens S.S. Rien de ce qui pourrait apporter un réel témoignage de la vie des camps n'est admis.

Les S.S. exigeaient que les lettres soient écrites en allemand et très lisibles, pour faciliter la censure.

G. LOUIS écrit de Buchenwald, le 21 mai 1944, une lettre qui parviendra bien à sa famille. Elle est signée de sa main mais rédigée sous sa dictée en

allemand et en lettres d'imprimerie par un autre détenu connaissant cette langue qui faisait office d'écrivain public. Il fallait attendre son tour, quand il pouvait être disponible car les traducteurs étaient peu nombreux.

«J'ai reçu, il y a deux jours, votre lettre du 24 avril qui m'a fait beaucoup de plaisir. Le 30 avril et le 12 mai, j'ai reçu deux grands et beaux paquets. Quelle joie ! Quelle peine tu as dû avoir pour faire d'aussi jolis paquets. Je suis toujours en bonne santé et j'ai bon moral. J'espère qu'il en est de même pour toi».

En réalité, les colis sont systématiquement pilés par les gardiens S.S. qui ne laissent pratiquement que l'emballage... Mais ces lettres qui se veulent rassurantes cacheront aux familles des prisonniers, jusqu'à la libération des camps de concentration, les conditions horribles de leur détention.

Mathurin LE PLUART, interné au camp de Buchenwald Weimar, vivra une odyssée quelque peu différente. Ayant reçu d'un gardien un coup de barre de fer sur la tête, parce qu'il ne travaillait pas assez vite, et un deuxième pour faire bonne mesure, est laissé sur place agonisant toute la journée.

Le soir ses camarades le ramènent au baraquement, le cachent dans le plafond et le déclarent mort (sa mère sera avisée de son décès). Chaque jour, ils le redescendent, après la ronde des gardiens et le pansent avec des bouts de papier et de ficelle.

Il survivra ainsi jusqu'à la libération, évitant l'évacuation du camp au cours de laquelle tant de prisonniers, jetés à pieds sur les routes, périrent.

Car la libération finira par arriver. Hélas ! Plus de 52.000 déportés sur les 240.000 que reçut le camp de Buchenwald, ouvert dès 1937 pour les adversaires du nazisme, sont morts.

G. LOUIS, qui a pu préserver un minuscule carnet d'écolier, écrit ce jour-là :

«11 avril 1945 - 3 h 30 de l'après-midi».

«Les américains délivrent notre camp. On n'ose croire à tant de bonheur : avoir réussi à sauver notre pauvre carcasse ! Il était grand temps, car je suis totalement épuisé. Pendant l'attaque du camp, je suis assis par terre dans le dortoir avec Dédé et nous mangeons de la margarine au miel. Nous sommes très calmes et nous parlons comme si de rien n'était».

Quelques semaines plus tard, les prisonniers seront rapatriés. Mais dans quel état !

Pierre BILLET, qui a dû travailler pendant des mois dans les usines souterraines de Dora, ne pèse plus que 45 kgs, J.B. PENEAU est passé de 90 kgs à 69 kgs, A. HERCOUET, de 75 kgs à 43 kgs et les autres survivants à l'avenant.

Tous porteront jusqu'à la mort les stigmates de ces deux années de cauchemar.

Cinq ne reviendront pas et ont succombé de misère ou sous les coups.

— Jean PROUTEAU, marié, avait 44 ans au moment de son arrestation. On ne sait où il a disparu. Les conditions, comme pour ses compagnons d'infortune, il est facile de les imaginer.

— Jean TARAUD, 44 ans, marié, 4 enfants, serait mort le 15 février 1945 à Dora ou à Nordhausen.

